

# Pour une critique empirique de l'emprise technicienne sur le vivant

**Dominique Desbois**

**P**ourquoi limiter le champ de la critique à certains domaines techniques alors que l'emprise du système technicien s'avère de plus en plus globale ? Si le projet initial de *Terminal*, en tant que magazine militant, était largement consacré à l'impact social de l'informatique, il est souhaitable que sous sa forme actuelle de trimestriel de réflexion critique, la revue élargisse son champ d'investigation à l'ensemble des nouvelles technologies, en se saisissant de leurs conséquences économiques pour en analyser les impacts sociétaux.

Les niveaux d'analyse doivent être multiples, allant du local au global, pour saisir dans toute sa complexité l'emprise globale de la technique sur le devenir des sociétés humaines.

La dématérialisation des processus de production est présentée comme une des caractéristiques essentielles de la société de l'information. Devant cette tendance lourde de l'économie de la connaissance, il convient désormais de s'interroger sur la relation qu'entretiennent au sein de la sphère de l'économie-monde les sociétés humaines, et singulièrement la nôtre, avec la nature et ses matériaux.

Parmi les matériaux qui jadis signaient de leur empreinte spécifique les civilisations successives, le vivant demeure un des substrats privilégiés à partir desquels se dessinent les contours d'un futur échappant parfois à notre volonté de maîtrise. Initiée par le développement des techniques alimentaires et agronomiques, l'emprise sur le vivant offerte par les biotechnologies s'est considérablement affermie avec le développement des techniques génomiques. Comme les technologies de l'information et de la communication (TIC), génomique et protéomique ont un caractère générique et par là même, offrent des possibilités radicales d'instrumentalisation, suscitent des interrogations nouvelles d'ordre économique, social, juridique, politique, culturel et éthique.

Dans le champ des biotechnologies comme dans celui des TIC, la science et la technologie, en tant que forces productives, semblent acquérir une autonomie qui ne souffre guère, semble-t-il, la remise en cause de leur utilité sociale. Cependant, à mesure que notre type de développement économique génère ces externalités négatives que sont les risques industriels, le contrat social liant la société post-industrielle et ses élites technocratiques se renforce, tandis que les controverses techniques font irruption dans le cours

des affaires publiques avec des effets difficilement traçables, et que semble se déliter le lien social qui formait le socle de la vocation universaliste du progrès scientifique. Appréhender la complexité des interactions qui en découlent, suppose une transdisciplinarité qui va bien au-delà d'analogies, au demeurant assez formelles, entre structures et processus qu'ils soient vivants ou informationnels.

Si nous voulons comprendre le rôle joué par la technique et la science dans notre société, élucider les modalités de gestion économique et sociale de l'innovation scientifique et technique, il faut analyser les rôles tenus par les différents acteurs, leurs stratégies, leurs positionnements. Certes, l'obsolescence rapide de certaines informations socio-économiques, lié au rythme de l'innovation, ne facilite pas la tâche : analyser les impacts au niveau du quotidien dans la cité ou dans l'entreprise suppose de disposer non seulement d'un point de vue critique, mais aussi de bases empiriques solides. De ce point de vue, la réflexion critique sur l'émergence de nouveaux avatars du système technicien doit s'alimenter en permanence du progrès des techniques, y compris organisationnelles.

Les conditions dans lesquelles s'organise le débat public sur ces questions impliquent que, sauf exception, les discours des experts, scientifiques, industriels, ou administrateurs sont fortement contraints par les enjeux institutionnels. Au sein des institutions scientifiques, les problématiques développées par les sciences sociales apparaissent comme largement dominées par ces enjeux institutionnels. Le débat public s'essouffle dans la recherche d'un improbable consensus sur des politiques publiques dont l'élaboration s'effectue désormais, pour la recherche, de plus en plus à l'échelon européen et parfois, dans un contexte où le citoyen ne semble convoqué que pour faire de la figuration.

En raison de sa dynamique originelle, *Terminal* a étudié l'impact de l'informatique, puis des technologies de l'information davantage au niveau de la sphère privée que de la sphère publique, situant notre critique sur un plan parfois plus anthropologique que sociologique. Si la technique et la science forment désormais le ciment idéologique d'un système technicien global, pourquoi dès lors se limiter à un faisceau de technologies particulières et ne pas accorder une attention plus grande aux questions juridiques et économiques, car elles surdéterminent souvent les entreprises humaines...

Une telle évolution semble nécessaire pour accompagner les mutations récentes des systèmes techniciens dont la dynamique s'oriente résolument vers une mécanisation croissante des fonctions de la connaissance dans notre société post-industrielle. L'exigence d'un débat démocratique portant sur les aspects techno-scientifiques de la *Res publica* suppose un forum où ces questions puissent être abordées en toute indépendance : *Terminal* a montré encore récemment qu'il pouvait, à la mesure de ses moyens, être le support d'une telle ambition.

